

420 AGRICULTEURS INCARCÉRÉS POUR UTILISATION D'ENGRAIS

Fellah ou terroriste ?

Inscrits sur la liste des produits chimiques dangereux demandant des autorisations et des mesures de protection pour les transporter, les engrais chimiques sont de plus en plus boudés par les agriculteurs. Trois cadres de la société Agrifert, 50 commerçants et quelque 420 agriculteurs ont été incarcérés pour vente ou utilisation de ce type d'engrais.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Les opérateurs commerciaux de ce type de produits se disent lésés par la mise en application des décrets n°03/451 et 03/452 du 01/12/2003 relatifs aux règles de sécurité applicables aux activités portant sur les matières et produits chimiques dangereux.

«La nouvelle réglementation qui nous a été imposée, sans la participation des opérateurs de la filière, est difficile à faire respecter, ce qui conduira obligatoirement à l'arrêt de l'acti-

vité et par conséquent à la chute des rendements des produits agricoles et à la dépendance alimentaire totale de l'étranger», lançait M. Ali Tabet, directeur d'Agrifert à Annaba, société de formulation et de commercialisation de fertilisants.

Il dénonçait, samedi, lors d'une conférence de presse, l'incarcération à Dellys de trois cadres de sa société, et de trois autres agriculteurs, clients de la société. Ces derniers ont été interpellés suite à la vérification d'un camion



Le rendement agricole fortement perturbé.

transportant des engrais Agrifert vers la wilaya de Boumerdès. C'est ainsi que les trois cadres et les agriculteurs se retrouvent sous mandat de dépôt depuis le 25 mars 2009.

Cette mesure, dont se plaignent les producteurs, classe les engrais chimiques contenant du nitrate comme produits explosifs, entrant dans la fabrication de bombes. Ainsi,

toute personne produisant ou en possession d'engrais azotés est soupçonnée d'appartenance ou d'alimenter les groupes armés.

Pourtant les résultats des tests de détonabilité effectués par trois laboratoires privés et publics, notamment par celui de l'Université de Guelma, révèlent que les produits d'Agrifert ne sont «ni explosifs ni aidant à l'ex-

plosion pour absence de produits responsables de détonation, exempt de nitrate et de matières explosives».

Devant cet état de fait, les responsables d'Agrifert demandent à ce que l'on se penche sur le cas des personnes détenues. Ils réclament «la libre circulation et la commercialisation des engrais» et dénoncent une augmentation disproportionnée de la facture des engrais qui a conduit inévitablement à une hausse du prix des produits agricoles endossés par le consommateur. «Les prix des engrais sont passés de 5 000 à 12 000 DA le quintal.»

Selon l'orateur, le transport des produits fertilisants et leur distribution ont triplé, notamment

depuis l'attentat du 11 avril 2007. «Les transporteurs comptabilisent les conditions de commercialisation qui sont devenues compliquées. Il faut faire une demande d'escorte des produits fertilisants auprès du délégué chargé de sécurité de la wilaya, conformément au décret susmentionné. Ensuite, un avis favorable permettra l'escorte des produits par la gendarmerie selon une date leur convenant avec changement d'escorte à chaque wilaya», soutient M. Tabet. Et d'ajouter «la situation a fortement perturbé notre activité qui participe à l'amélioration des rendements des produits agricoles et la sécurité alimentaire».

W. Z.

BOUMERDÈS

L'homme
de confiance
de l'ancien émir
Bentitraoui éliminé

Le terroriste El Horr Omar alias Salim Abou El Haythem a été éliminé. Selon nos sources, les forces combinées (ANP/BMPJ) ont minutieusement préparé l'embuscade au niveau du village Takherat, localité située sur le piémont au sud de Tidjelabine (w. de Boumerdès).

Très rapidement, ils sont venus à bout de ce dangereux terroriste. L'embuscade qui a été organisée à l'aube d'hier, a permis également aux forces de l'ordre de récupérer un fusil d'assaut de type kalachnikov.

Ce terroriste, qui est monté au maquis il y a trois ans pour rejoindre la katibat El Feth, affiliée au GSPC, est natif de la région où il a été abattu. En intégrant la phalange en question, El Horr Omar devient le confident de l'ancien émir de cette kabitat. Il s'agit de Bentitraoui Omar alias Yahia Abou Haythem, originaire de la commune limitrophe de Tidjelabine, Corso en l'occurrence. Yahia Abou Haythem a été abattu, rappelons-le, aux alentours de la ville de Boumerdès début février 2009.

El Horr a donc participé, dès son intégration, en 2006, au groupe commandé par Bentitraoui, aux attentats à l'explosif exécutés dans la ville de Boumerdès. Des bombes artisanales ont été en effet déposées devant la gare ferroviaire et à l'entrée du marché hebdomadaire de la ville de l'ex-Rocher noir. Elles ont causé des blessures à 5 policiers. Le groupe a poursuivi son acharnement sanguinaire pour perpétrer d'autres attaques, allongeant le sinistre bilan de la katibat El Feth fait de morts et de dégâts matériels se chiffrant par milliards.

Pour les spécialistes de la lutte antiterroriste de la wilaya de Boumerdès, cette prise est importante. Cependant, elle ne signifie pas, selon eux, l'écrasement définitif de cette katibat. Ses capacités de nuisance ont, néanmoins, diminué singulièrement depuis l'élimination de Bentitraoui Omar. Les éléments restants sont à l'heure actuelle en errance dans les montagnes du sud de l'axe Boudouaou/Tidjelabine en passant par Corso.

Ali F.

LA GENDARMERIE EN MANŒUVRE À AÏN-TÉMOUCHENT

Riposte à menaces multiples

Le 2^e commandement régional de la Gendarmerie nationale d'Oran a organisé, hier, à Aïn-Témouchent, des manœuvres de lutte antiterroriste et de maintien de l'ordre public. Neutralisation de terroristes, émeutes, prise d'otage... les unités engagées ont dû faire face à plusieurs situations de menaces.

De notre envoyé spécial à Aïn-Témouchent, Tarek Hafid

Lundi 1^{er} juin, une haute personnalité entreprend une tournée dans la wilaya de Aïn-Témouchent. Plusieurs inaugurations et inspections de sites sont prévues dans le cadre de cette visite. Le VIP est placé sous la protection de la gendarmerie nationale. Son véhicule roule à vive allure vers Sassel, une petite localité balnéaire. Sur place, les autorités locales et la population attendent l'inauguration d'une station d'alimentation en eau potable.

Les gendarmes chargés de la garde rapprochée sont sur le qui-vive. La haute personnalité coupe le ruban sous une salve d'applaudissements, serre quelques mains et s'engouffre dans son véhicule. Soudain, le cortège repart dans la précipitation. Des informations signalent la présence d'un groupe terroriste sur le point de commettre un attentat. Face à cette situation, les autorités décident d'annuler certains points de la visite officielle, notamment ceux prévus dans la commune de Ouled-Boudjemaâ.

Deux hélicoptères de l'escadrille aérienne de Tafraoui parviennent à repérer les terroristes. Ces derniers abandonnent leurs véhicules et vont se terrer dans une bâtisse en ruine. Des éléments de la Section de sécurité et d'intervention (SSI) relevant des groupements de Aïn-Témouchent et de Mostaganem sont appelés en renforts.

Ils foncent vers le repaire des terroristes. Après une fouille minutieuse du véhicule pour vérifier la présence d'engins explosifs, les troupes d'élite de la Gendarmerie nationale décident de donner l'assaut. Les quatre terroristes sont mis hors d'état de nuire en quelques minutes. Deux d'entre eux sont abattus



900 hommes ont participé aux exercices.

tandis que le troisième est arrêté. La situation sécuritaire est définitivement maîtrisée. Toutefois, les autorités font de nouveau face à une autre problématique : l'annulation de l'inauguration de logements et d'une salle de soins provoque la colère des habitants de la commune de Ouled-Boudjemaâ.

Lors de sa visite, le VIP devait également annoncer une mesure prise par le gouvernement portant sur l'effacement des dettes des marins-pêcheurs. En signe de mécontentement, des manifestants bloquent la RN 96 A. Les autorités de la wilaya de Aïn-Témouchent décident de réquisitionner les Groupements d'intervention de réserve de la gendarmerie. Les unités anti-émeutes dépendant du 2^e commandement régional sont

dépêchées sur les lieux. Les manifestants sont surexcités. Ils tirent des cocktails Molotov et des pierres sur les gendarmes. Matraques à la main, ces derniers reçoivent l'ordre de passer à l'offensive avec l'appui d'un camion moto-pompe qui lance des trombes d'eau sur les manifestants. La confrontation dure de longues minutes. Les hommes du GIR dispersent les protestataires à coups de grenades lacrymogènes. De son côté, un camion chasse-neige se charge de rouvrir la route en retirant les troncs d'arbre qui la bloquent.

La situation se dégrade subitement lorsqu'un petit groupe de manifestants pénètre dans le siège de la mairie et prend en otage le président de l'Assemblée populaire communale. Les éléments des GIR quadrillent la bâtisse. L'ordre est donné de passer à l'action : des grenades lacrymogènes sont tirées à l'intérieur du siège, des gendarmes équipés de masques à gaz s'y engouffrent, ressortent avec le maire et finissent par appréhender les preneurs d'otages. Tout est bien qui finit bien.

Baptisée «Déferlante», la manœuvre qui s'est déroulée à Aïn-Témouchent entre dans le cadre du perfectionnement des états-majors des unités de la Gendarmerie nationale chargées de la préservation de l'ordre public. Près de neuf cents hommes ont participé hier à ces exercices.

T. H.

INITIATIVE DES 5+5

Alger accueille la première réunion des commandants de gendarmerie

Alger accueillera du 2 au 3 juin la première réunion des commandants et directeurs de gendarmerie et de forces équivalentes des pays de l'Initiative des 5+5. «Cette rencontre vise, dans le cadre du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le bassin de la Méditerranée occidentale, à mobiliser ensemble les compétences déjà existantes dans les domaines des technologies de l'information et de la communication au service de la sécurité publique.

Cette importante réunion permettra de s'imprégner des stratégies adoptées par ces institutions dans le domaine de la sécurité publique, de développer la coopération et de s'informer mutuellement sur les méthodes de lutte et les expériences intégrant les technologies de l'information et de la communication au service de la sécurité publique», annonce un communiqué du commandement national de la Gendarmerie nationale rendu public hier.

T. H.